

Zoom sur ...

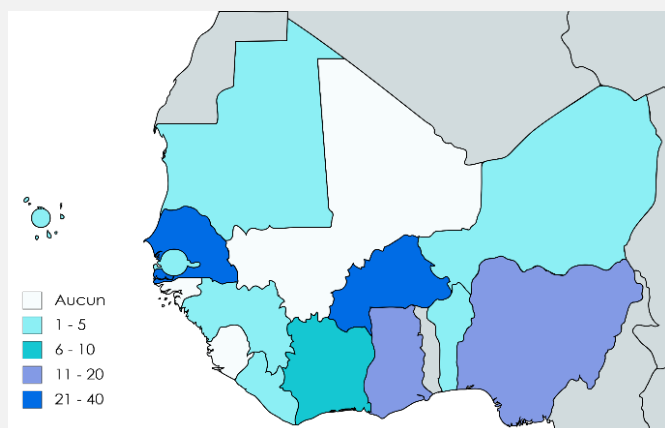
... la progression de l'épidémie COVID-19 et ses premiers effets sur les pays ouest-africains

❖ Situation de la pandémie

L'épidémie du Covid-19 évolue rapidement et touche déjà près de 170 pays et territoires à travers le monde. [Selon l'OMS, les données communiquées à la date du 18 mars 2020 font état de 209 839 cas confirmés, dont 8 778 décès.](#) L'Afrique apparaît comme le continent le moins touché à cette date avec près de 660 cas confirmés, dont 16 décès. Pourtant, le continent inquiète grandement, du fait de la déficience des systèmes de santé dans la plupart des pays, qui ne permettent pas de faire face à la pandémie et surtout de détecter efficacement les individus malades.

En Afrique de l'Ouest (y compris la Mauritanie), le Covid-19 s'est répandu dans 13 pays, à la date du 19 mars 2020, où l'on a pu enregistrer au total 123 cas confirmés, dont 1 décès et 7 guérisons. Le Sénégal et le Burkina Faso sont les plus touchés (38 et 33 cas confirmés respectivement). Seuls la Guinée-Bissau, le Mali et la Sierra Leone n'ont pas encore signalé de cas sur leur sol.

Distribution des cas de Covid-19 en Afrique de l'Ouest



❖ Mesures prises par les autorités

Tous les pays d'Afrique de l'ouest ont adopté des mesures de lutte contre la propagation du virus. Les plus communes sont :

- la suspension des lignes aériennes avec plusieurs pays à risque ou de tous les vols commerciaux ;
- l'annulation des manifestations publiques prévues ainsi que l'interdiction de rassemblements (certains marchés ont même été fermés) ;

- le renforcement des contrôles sanitaires aux différents points d'entrée des pays ainsi que des dispositifs de lutte contre la maladie ;
- la fermeture des écoles et des universités ;
- la mise en quarantaine ou le confinement systématique et obligatoire des passagers ayant séjourné dans un pays touché par le Covid-19.

❖ Baisse de la croissance économique anticipée dans le monde et en Afrique

Au-delà de l'impact sanitaire, les répercussions économiques de cette pandémie inquiètent également le monde. Projetée initialement à 2,9%, [la croissance économique mondiale pourrait finalement se situer entre 2,4% et 1,5 % en 2020 en raison du Covid-19, selon l'OCDE.](#) Au niveau de l'Afrique, [la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unis estime que la croissance du continent devrait s'établir à 1,8% en 2020, au lieu de 3,2% prévu,](#) imputable notamment au ralentissement économique en Europe et en Chine, les principaux partenaires économiques du continent.

❖ Une évaluation de l'impact économique en Afrique de l'ouest encore difficile à établir, mais les premiers effets sont déjà visibles

Les pays d'Afrique de l'Ouest n'ont pas encore évalué ou présenté de résultats quant aux conséquences sur leurs économies, [à l'exception de la Gambie \(croissance économique à 3,3% contre de 6,3% ; baisse des recettes publiques d'environ 18 M EUR\).](#) Toutefois, on observe que les premiers secteurs touchés dans la région sont le transport, le tourisme (dont l'hôtellerie et la restauration), les loisirs et le commerce. En plus du ralentissement de l'activité économique de façon générale, d'autres impacts peuvent être envisagés pour les économies ouest-africaines de façon spécifique : (i) baisse des revenus d'exportation (pétrole, cacao, noix de cajou, coton...) en raison d'une baisse de la demande ; (ii) réduction des envois de fonds vers la région, une manne importante pour des pays fragiles comme la Gambie, le Cap-Vert et le Liberia (plus de 10% du PIB) ; (iii) des perturbations (mais pas nécessaire de rupture) pour l'approvisionnement des industries locales en intrants et de la population en biens essentiels (médicaments et produits alimentaires...) qui seraient source de

pressions inflationnistes et (iv) des déficits budgétaires en hausse et un accroissement de la pression du service de la dette.

Par ailleurs, l'évolution de la pandémie dans certains des pays touchés a attisé dès les premières semaines une euphorie d'achats de provisions dans les capitales, notamment à Abidjan et Dakar. Les habitants ont ainsi pris d'assaut les supermarchés et les magasins de grande surface, craignant des ruptures d'approvisionnement des biens essentiels, dont le riz, l'huile et autres produits importés (charcuterie, conserves...).

Pour l'instant, **aucune mesure de réponse d'ordre économique n'a été annoncée par un gouvernement ou une autorité monétaire pour juguler l'impact de la pandémie sur les entreprises et les ménages.**

❖ **La Banque Mondiale et le FMI mettent à disposition des fonds importants**

Face à la menace que fait peser le Covid-19 sur l'économie mondiale, les deux plus grandes institutions multilatérales de financement, à savoir le Groupe de la Banque Mondiale (BM) et le FMI, ont réagi promptement en annonçant le déblocage de fonds visant à lutter contre la pandémie, d'un montant global de 64 Mds USD. De façon spécifique, [le FMI met environ 50 Mds USD à disposition des pays à faible revenu et des pays émergents](#), dont 10 Mds USD seront disponibles à taux zéro pour les pays les plus pauvres, afin d'aider les Etats à faire face à leurs besoins de financement. [Concernant la Banque Mondiale, elle apporte une enveloppe de 14 Mds USD](#), dont 6 Mds USD seront destinées au renforcement des systèmes nationaux de santé publique et 8 Mds USD visant à soutenir le secteur privé.

ACTUALITE REGIONALE

La CEDEAO adopte des Instruments financiers pour une meilleure sécurisation des échanges transfrontaliers de l'énergie électrique en Afrique de l'Ouest

[Les Ministres en charge de l'Energie et leurs homologues en charge des Finances de six Etats membres de la CEDEAO](#) (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Liberia, le Mali, et la Sierra Léone) ont adopté le 3 mars 2020, à Bamako (Mali), les Instruments proposés par la Banque mondiale pour la sécurisation des échanges transfrontaliers d'énergie électrique en Afrique de l'Ouest. Ces instruments sont notamment i) un Appui budgétaire assorti de cinq mesures préalables et ii) un Fonds renouvelable de soutien aux liquidités (FRSL). L'appui budgétaire et les actions préalables à sa mise en œuvre contribueront à améliorer les relations commerciales entre les importateurs et exportateurs d'énergie qui font face à des goulots d'étranglement, notamment le non paiement des factures d'achats d'énergie à termes échus, l'interruption de la fourniture d'énergie électrique par les exportateurs affectant de facto la qualité des services rendus et l'absence d'un mécanisme durable, contraignant, donnant priorité aux paiements des contrats d'importation même dans des situations de trésorerie difficile. Le FRSL va aider les exportateurs d'électricité à avoir accès à des liquidités en cas de non-respect des dispositions contractuelles des importateurs d'électricité et vice-versa. Cet instrument sera élargi à tous les Etats membres de la CEDEAO et impliquera les banques commerciales et multilatérales. Il contribuera à assurer la solvabilité financière des sociétés d'électricité importatrices et exportatrices et à améliorer les échanges transfrontaliers avec pour effet de réduire les prix des tarifs.

BENIN

La Société béninoise d'infrastructures numériques bientôt 3^{ème} opérateur mobile du pays

La Société béninoise d'infrastructures numériques (SBIN), initialement spécialisée dans la gestion des infrastructures numériques et la vente en gros de capacités data, va se lancer dans le segment des télécommunications mobiles. Cette extension du périmètre de la société publique a été autorisée par le gouvernement lors du [Conseil des ministres du 18 mars 2020](#). Le marché béninois des télécommunications est actuellement disputé par MTN et Etisalat. Les sociétés télécoms, qui détiennent respectivement 68,55% et 31,45% de parts de marché, sont les deux seules sur le territoire national après que le gouvernement a retiré à Bell Bénin Communications SA (BBCom) et Glo Mobile leur licence télécoms.

BURKINA FASO

Mise en œuvre de la première phase du « back-up solaire » pour les ménages et les PME concluante

[Le ministre en charge de l'Énergie, Bachir Ismaël Ouédraogo](#), a visité des ménages et entreprises bénéficiaires de la première phase du projet « Back-up solaire », le 17 mars 2020 à Ouagadougou. Le résultat est satisfaisant et a permis de réduire les factures d'énergie de manière significative. Lancé le 30 juillet 2018, ce projet a permis d'électrifier 850 bénéficiaires au lieu des 600 initialement prévus. La phase II consistera à distribuer 3 500 kits pour éclairer les zones non-loties. Par ailleurs, les modalités de paiement seront plus adaptées (transferts électroniques Orange Money et Mobicash). Selon le Ministre, le Burkina Faso va se positionner en tant que leader en matière d'énergie solaire dans la sous-région.

Création du Haut Conseil des Transporteurs (HCT)

Quatre jours après sa création officielle, [le Haut conseil des transporteurs du Burkina Faso \(HCT-BF\)](#) a tenu sa première assemblée générale constitutive autour du thème "Le transport routier burkinabè, état des lieux, enjeux et perspectives", le 18 mars 2020. Les représentants des transporteurs routiers du Burkina Faso, toute tendance confondue, ont porté El Hadj Adama Ouédraogo à la tête de la nouvelle organisation. Le HCT-BF répond ainsi aux exigences du gouvernement qui avait demandé, le mois dernier, la mise sur pied dans un délai maximum de 30 jours d'une structure inclusive et représentative pour l'ensemble des transporteurs routiers du Burkina Faso. Dans ses chantiers immédiats, le HCT-BF entend assurer un ancrage de la faïtière dans le milieu, auprès des autorités nationales et des pays avec lesquels ses membres entretiennent des relations en matière de transports. Il sera question, par la suite, d'installer des bureaux à travers les treize régions du Burkina et dans les pays voisins qui ont un accès à la mer. Pour rappel, une organisation similaire a déjà vu le jour à Bobo-Dioulasso le 23 février 2020. Dénommée la Faïtière unique des transporteurs routiers du Burkina (FUTRB), celle-ci s'adjuge les mêmes missions et se targue d'une représentativité plus importante que le HCT-BF.

Poursuite du bras de fer entre le gouvernement et les syndicats sur l'IUTS

[Les syndicats de travailleurs burkinabés sont hostiles à l'application de l'impôt unique sur les traitements et salaires \(IUTS\)](#) concernant les primes et les indemnités dans le secteur public. Ils ont ainsi décrété une grève générale du 16 au 20 mars 2020. La dernière grève générale datait de 2015, suite à la tentative de putsh du Général Diendéré. Compte tenu du contexte sanitaire, le rassemblement prévu à la bourse du travail a cependant été interdit et le mouvement se traduit par une grève de 120 heures, particulièrement suivie au ministère des finances et par les magistrats. Les prévisions de collecte de l'IUTS sont fixées à 120 Mds FCFA en 2020, contre 114 Mds FCFA en 2019.

La mine Sanbrado entre en service

[Le groupe australien West African Resources](#) a annoncé le 19 mars l'entrée en production de sa mine d'or Sanbrado. La première coulée d'or a permis de livrer des lingots pesant près de 24 kg, soit 768 onces troy. Depuis l'entrée en service de l'usine de traitement la semaine passée, le projet a traité 75 000 tonnes de minerai à une teneur de 1,5 g/t d'or. Pour rappel, le Burkina Faso est le deuxième plus grand producteur d'or de l'Uemoa, derrière le Mali (59,3 tonnes extraites en 2018).

COTE D'IVOIRE

Inauguration de l'usine pharmaceutique Africure à Vitib

Le Vice-Président de Côte d'Ivoire, Daniel Kablan Duncan, a présidé [la cérémonie d'inauguration de l'usine pharmaceutique Africure](#) sur le site de [Vitib](#) (Village des technologies de l'information et de la biotechnologie de Côte d'Ivoire), le 12 mars 2020, en présence du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique. L'entreprise indienne, déjà implantée depuis 2018 au Cameroun, [a bénéficié d'un prêt de Proparco](#), la filiale de l'Agence

française de développement (AFD) dédiée au secteur privé, d'un montant de 10 M USD. 125 emplois directs et 50 emplois indirects devraient être créés. Il s'agit de la 6^{ème} unité de production pharmaceutique du pays. L'installation d'usines de production de médicaments en Côte d'Ivoire constitue un enjeu stratégique majeur compte tenu du taux d'importation (90% des médicaments consommés en Côte d'Ivoire sont importés) et de l'importance du trafic de faux médicaments dans la région, pour la plupart originaires d'Inde et de Chine. Pour rappel, le continent africain est particulièrement touché par le phénomène de contrefaçon, l'Afrique subsaharienne concentrant à elle-seule 42% des saisies de faux médicaments dans le monde depuis 2013 ([voir notre zoom sur le sujet](#)).

Le projet aquacole de Dompleu relancé par la BAfD et la FAO

Le 11 mars à Man, la Banque africaine de développement (BAfD), qui avait validé le financement de ce projet en 2000 puis l'avait gelé en raison de la situation politique et militaire, [a relancé le programme de renforcement des réseaux électriques du District des Montagnes](#), piloté par la société publique Côte d'Ivoire Énergies et mis en œuvre par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). À terme, 20 000 ménages devraient ainsi bénéficier de l'électricité. La BAfD finance la composante autonomisation des femmes et des jeunes du projet, à hauteur d'1,1 M USD. Dans le cadre de cette composante, la station aquacole de Dompleu sera exploitée par une centaine de jeunes de la région. Elle produira chaque année 500 000 alevins de tilapia et 150 tonnes de poissons tilapia pour le marché local, national, voire sous régional. D'autre part, des groupements de femmes et de jeunes seront encadrés pour mettre en place des activités agricoles, notamment la culture du manioc et du riz. Ils produiront annuellement 600 tonnes d'attiéké et de farine de manioc et 400 tonnes de riz décortiqué.

Nomination de Tidjane Thiam au conseil d'administration de Kering

[L'ancien directeur général de la banque suisse « Crédit Suisse », l'ivoirien Tidjane Thiam, a été proposé au poste d'administrateur au sein du conseil d'administration de Kering pour une durée de 4 ans.](#) Kering est un groupe du luxe basé en France et dirigé par François-Henri Pinault. Cette décision devra être entérinée lors de la prochaine Assemblée générale mixte des actionnaires qui se tiendra le 23 avril 2020. Spécialisé dans l'habillement et les accessoires, Kering est le troisième groupe mondial dans le secteur du luxe, après LVMH et Richemont et avec un chiffre d'affaires de 13,7 Mds EUR en 2018.

Prise de dispositions pour l'approvisionnement des commerces en Côte d'Ivoire

[Le ministre ivoirien du Commerce et de l'Industrie a indiqué que les dispositions sont prises pour assurer un approvisionnement régulier du marché national en produits de grande consommation et de première nécessité en Côte d'Ivoire.](#) Selon lui, ses services ont renforcé le dispositif de suivi et de veille sur les marchés. Il a ainsi invité la population à rester attentive aux mesures décidées par le Conseil National de Sécurité et à éviter de céder à la panique en constituant, notamment, des provisions alimentaires disproportionnées.

GUINEE

Ouverture de la première session ordinaire du Conseil économique et social

[Le Conseil économique et social a organisé sa première session ordinaire le 17 mars 2020.](#) Celle-ci durera deux mois, jusqu'au 19 mai 2020. La mission du CES consiste à émettre des avis et des recommandations à l'exécutif et au législatif dans la mise en œuvre des réformes économiques, sociales, culturelles et environnementales. Les thèmes traités sont notamment la promotion des activités rurales et de l'environnement, les infrastructures dans le développement durable de la pêche et de l'aquaculture ou encore la compétitivité de l'économie guinéenne.

Interruption des communications internationales les 21 et 22 mars en Guinée

[L'exploitant guinéen du câble sous-marin ACE, GUILAB](#), a annoncé via un communiqué de presse que les communications internationales (appels téléphoniques et internet) seraient interrompues en Guinée du 21 mars 2020 à 1H00 GMT au 22 mars 2020 à 9H00 GMT, en raison de travaux de mise à niveau des installations du réseau exécutés par la société française Alcatel Submarine Network (groupe Nokia). Ces interruptions de communications seront concomitantes aux élections couplées législative et référendaire qui doivent se tenir ce dimanche 22 mars.

L'USTG à l'initiative d'une grève générale et illimitée

Suite au report de la réunion de crise qui était initialement prévue le 17 mars 2020 entre le gouvernement et les 11 centrales solidaires du syndicat des enseignants et chercheurs (SLECG), [l'Union syndicale des travailleurs de Guinée \(USTG\) ainsi que les 11 centrales susmentionnées ont déclenché une grève générale](#) et illimitée le 19 mars 2020. Le secteur bancaire devrait être le premier impacté par cette annonce. Ce 20 mars, dans le quartier d'affaires de Kaloum, les banques restent ouvertes mais la plupart des agents sont effectivement absents. Cette grève vise à soutenir les enseignants, qui réclament une amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

Le ministre de l'Energie annonce la réhabilitation, la construction et la mise en service de plusieurs barrages hydroélectriques en 2020

[Le ministre de l'Energie, Cheick Taliby Sylla, a annoncé que l'année 2020](#) verrait la réhabilitation des barrages hydroélectriques du système Samou, de Tinkisso, le lancement de la première turbine du barrage hydroélectrique de Souapiti (capacité totale de 450 MW, pour 4 turbines), ainsi que le lancement officiel des travaux de construction des barrages hydroélectriques de Fomi (en Haute Guinée), de Kambadaga, de Koukoutamba (300 MW – Moyenne Guinée), de Keno et Lokoua. La desserte en électricité devrait également être renforcée par la construction de la centrale thermique de Matoto ainsi que la mise en service des lignes d'interconnexion Linsan-Fomi et Guinée-Mali.

LIBERIA

Une mini-centrale solaire pour le centre de santé de Sinje grâce au projet Liberia Solar for Health

[Le groupe local Eco-Power vient d'achever la mise en place de la mini-centrale solaire du centre de santé de Sinje](#), dans le comté de Grand Cape Mount. L'infrastructure dispose d'une capacité de 3 kW. Sa construction entre dans le cadre du projet « Liberia Solar for Health », soutenu par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et dont l'objectif est d'accroître l'accès des populations vulnérables aux services de santé. L'initiative ambitionne d'améliorer la fourniture électrique aux établissements de santé du pays tout en réduisant leurs émissions de gaz à effet de serre. Elle sera mise en œuvre dans 12 centres de santé à travers le pays.

Les compagnies pétrolières locales sollicitées pour le prochain appel d'offres de licences d'exploration

[Le régulateur libérien du secteur pétrolier \(LPRA\) a lancé un appel en direction des compagnies locales d'exploration](#) afin qu'elles manifestent leur intérêt pour la pré-qualification des entreprises souhaitant participer au prochain cycle d'octroi de licences. Le round d'attribution de licences d'exploration aura lieu du 10 avril au 1er octobre 2020. Les entreprises libériennes doivent fournir les documents requis pour la manifestation d'intérêt entre le 17 mars et le 30 avril 2020. Pour rappel, le code pétrolier prévoit que les entreprises locales contrôlent un minimum de 5% dans tous les accords pétroliers signés. Une liste des sociétés libériennes pré-qualifiées sera soumise à des soumissionnaires internationaux qualifiés en vue d'un éventuel partenariat.

La filière cacao et café s'oppose à la réforme de l'autorité libérienne de régulation des marchandises agricoles

[Le président de l'Association nationale des exportateurs de cacao du Libéria \(LINACEA\)](#) a annoncé son opposition au projet de loi de réforme de l'Autorité de régulation des marchandises agricoles (LACRA), qui prévoit d'accorder des droits exclusifs d'exportation de cacao et de café à la LACRA. Le Président de la LINACEAO a fait valoir l'intérêt de maintenir une concurrence ouverte entre les acteurs du secteur. Pour rappel, l'actuelle loi qui régit la LACRA a été adoptée en 2016 sous l'administration de l'ancienne Présidente Ellen Johnson Sirleaf. Les fonctions de l'Autorité sont, entre autres, d'accorder des licences aux exportateurs et de servir d'organe consultatif et de règlement des litiges.

MALI

Un atelier entre les autorités maliennes et le Fida pour un nouveau programme 2020-2024

[Le Mali et le Fonds international pour le développement agricole \(Fida\)](#) ont organisé, le 5 mars à Bamako, un atelier pour formuler un nouveau « Programme d'options stratégiques basé sur les résultats » pour la période 2020-2024. Cette rencontre intervient dans un contexte de sécheresse, de changements climatiques et de préoccupations sécuritaires majeures au Mali, où de nombreuses personnes sont concernées par l'insécurité alimentaire. [La région du Sahel](#) est en effet confrontée depuis plusieurs mois à la progression de groupes djihadistes dans le Nord du Mali jusqu'au Niger et au Burkina Faso, provoquant le déplacement de [plus d'un million de personnes](#) qui sont les premières touchées. Depuis 1982, le FIDA a investi 285 M USD dans 16 projets et programmes au Mali, d'un montant total de 607,9 M USD.

Cora Gold veut accélérer son projet d'exploration aurifère à Sanankoro

Le groupe Cora Gold (dont le siège social se situe sur une île de l'archipel des Îles vierges britannique) a annoncé cette semaine [une levée de fonds de 2,9 M GBP \(3,2 M EUR\)](#) pour accélérer l'exploration et le développement de son projet aurifère Sanankoro, au Mali. Elle prévoit d'émettre 60 millions de nouvelles actions au prix unitaire de 4,75 GBP. Cette levée de fonds fait suite à une étude exploratoire prometteuse publiée en janvier dernier pour le projet. L'étude estime que Sanankoro pourrait produire annuellement plus de 45 000 onces d'or avec un taux de rendement interne de 84 % et la possibilité de générer un flux de trésorerie libre de 19 M USD par an, à un prix de l'or de 1 400 \$/oz. Pour rappel, le Mali est le premier producteur d'or de la région (61,2 tonnes extraites en 2018).

MAURITANIE

Le câble marin de fibre optique est officiellement réparé mais les perturbations persistent

Le 27 février 2020, le câble ACE (Africa Coast to Europe), principale source d'entrée du réseau internet en Mauritanie, était endommagé par un chalutier. Le bateau britannique chargé de la réparation du câble est arrivé dans les eaux mauritaniennes le 13 mars. L'équipage a annoncé avoir procédé à la réparation du câble le 16 mars, via son compte twitter, soit 19 jours après le début de l'incident. En dépit de cette annonce, les internautes mauritaniens constatent que le réseau reste largement dégradé et ce en dépit des efforts des opérateurs qui ont basculé une partie du réseau vers le Mali et le Sénégal en achetant des grandes quantités de Data.

Le groupe MAOA remporte un contrat d'approvisionnement en eau potable de 40 M USD

[L'entreprise mauritanienne, AGRINEQ, filiale du groupe éponyme Mohamed Abdallahi Ould Abdallahi \(MAOA\)](#) a été déclarée bénéficiaire d'un avenant de [6,7 M USD](#) au contrat d'approvisionnement en eau potable (AEP) d'un montant de 34,3 M USD, remporté en novembre 2018. Avec ce montant global de 40 M USD, AGRINEQ devrait réaliser les lots 1, 2 et 4 du projet d'AEP d'Aioun et de Djiguenni. Le groupe MAOA a obtenu ce marché en concurrence avec plusieurs grosses entreprises chinoises (China communication

construction compagny, SUMEC/SUGEC, Sinohydro) ainsi que le groupe égyptien Arab contractors. Le projet d'AEP d'Aioun et Djiguenni compte quatre lots dont trois sont attribués à AGRINEQ et un (d'un montant de 6,2 M USD) attribué au chinois Sinohydro.

L'inflation des prix liée à la propagation du Covid-19 reste circonscrite

[Le Ministère du commerce et du tourisme estime qu'il n'y a pas eu d'inflation généralisée suite à la crise du coronavirus dans le pays.](#) Le ministère indique notamment que les prix des denrées de première nécessité au niveau du marché local sont stables, mais note en revanche une spéculation sur les prix des fournitures médicales. Afin d'encadrer les prix, le ministre du commerce et du tourisme a convoqué les présidents des fédérations des professionnels des pharmacies et des importateurs pour rappeler la nécessaire coopération du secteur public et privé face à cette crise. Le ministre de la santé a ensuite émis une circulaire plafonnant le prix des gants, masques et gel hydro alcooliques, produits au cœur des spéculations.

NIGER

Adoption du bilan des 9 ans de mise en œuvre du Programme de Renaissance

[Le gouvernement nigérien a examiné et adopté le Bilan des 9 ans de mise en œuvre du Programme de Renaissance.](#) Le Programme s'articule autour de huit axes : (i) promouvoir la renaissance culturelle, (ii) promouvoir la consolidation des institutions démocratiques, (iii) assurer la sécurité des personnes et des biens, (iv) garantir l'accès à l'eau potable pour tous, (v) assurer la sécurité alimentaire à travers l'Initiative 3N, (vi) développer les infrastructures économiques, (vii) développer les secteurs sociaux, et (viii) promouvoir l'emploi des jeunes. Le bilan souligne l'avancée du pays dans plusieurs domaines (eau, santé et éducation notamment) et l'amélioration de plusieurs indicateurs de couverture et d'accès en milieu rural. Pour rappel, le Programme de Renaissance sur la période 2011 – 2016 avait été reconduit pour une deuxième phase couvrant la période 2017-2021.

Attribution de 4 nouveaux permis de recherche minière

[Le gouvernement nigérien a attribué 4 nouveaux permis](#) de recherche pour l'or et le cuivre à la société COMEREN dans les régions de Tillabéri et d'Agadez. En contrepartie, la société s'engage à investir dans les trois ans à venir près de 10,5 M USD (9,5 M EUR).

Visite du Directeur Général d'Orano Mining

[Le Directeur général du groupe ORANO Mining](#), Nicolas Maes, était en visite au Niger la semaine du 9 mars. Au Niger, ORANO est actionnaire dans 3 sociétés minières d'extraction d'uranium : SOMAÏR (63,4%) ; COMINAK (34%) et la société IMOURAREN (66,65% ORANO Expansion, 33,35% Etat du Niger). Cette visite a permis de faire le point avec le gouvernement nigérien sur les activités de la société française. En ce qui concerne le site COMINAK, dont la fermeture est prévue d'ici mars 2021, les parties prenantes travaillent actuellement sur le plan de réhabilitation. Le Directeur général a rassuré quant à la continuité des activités de la Somair pour encore une dizaine d'années. Par ailleurs, les travaux de rénovations de la route Tahoua-Agadez, financés à hauteur de 33 Mds FCFA (50 M EUR) par l'Etat du Niger et ORANO, avancent dans les temps.

SENEGAL

16 M EUR d'appui de l'AFD dans le cadre de la protection côtière de Saint-Louis

[Le ministre des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement des territoires et l'ambassadeur de France au Sénégal](#) ont procédé, le 14 mars, au lancement des travaux de construction d'un mur de protection d'une longueur de 2 150 m, le long de la « Langue de Barbarie », dans la région de Saint-Louis. Selon le ministre, ce projet d'une durée de 18 mois permettrait de protéger les populations et les biens

des quartiers et contribuerait à l'amélioration des connaissances scientifiques sur les enjeux côtiers. La digue sera réalisée dans le cadre du Projet de protection côtière de Saint-Louis (PPCS) avec le financement de l'État du Sénégal et l'appui de l'Agence française de développement (AFD), à hauteur de 16 M EUR. Ce projet comporte trois composantes : (i) la protection d'urgence du littoral de la langue de barbarie par une digue pour stopper le recul de la ligne de rivage ; (ii) la communication, la sensibilisation et le suivi scientifique ; et enfin (iii) le suivi-évaluation, le pilotage et la gestion fiduciaire et audits.

631 Mds de FCFA pour assurer l'accès universel à l'électricité

[Lors de son audience au Haut conseil des collectivités territoriales \(Hcct\)](#), le Ministre du Pétrole et des Energies a annoncé que sur 21 170 villages recensés, 4 138 auraient été électrifiés en 2018 ; sur une population rurale estimée à 8,6 millions d'habitants, seuls 4,4 millions auraient accès à l'électricité et sur les 14 régions du pays, 9 présenteraient un taux de couverture d'électricité supérieur à 60%. Selon lui, l'accès universel à l'électricité nécessiterait des investissements estimés à 631 Mds FCFA (962 MEUR). Le programme permettrait que 52% des localités soient raccordées à travers le réseau électrique de moyenne tension (74% de la population concernée) ; que 32% soient électrifiés à partir du système photovoltaïque individuel (8% de la population) et les populations restantes seraient alimentées avec les mini-centrales solaires à partir de leur propre réseau.

Covid-19 : des mesures prises pour l'approvisionnement du marché de consommation

[Le ministère du commerce et des PME, en collaboration avec le Ministère de la Santé et de l'action sociale, a tenu une rencontre le 17 mars, afin d'étudier les moyens de renforcer les mesures de prévention et de sécurité alimentaire dans les lieux publics.](#) Un état des lieux aurait été fait sur la situation de l'approvisionnement et des stocks pour les principaux produits et denrées de première nécessité : la quantité de riz sur le marché tournerait autour de 250 000 tonnes en stock soit une couverture de la demande pendant 2 mois ½, de même pour les autres produits tels que l'huile. S'agissant du sucre, la production exclusivement locale serait équivalente à 43 000 tonnes en stock. Pour le blé, 85 000 tonnes seraient disponibles sur le marché, soit une couverture de la demande pendant 1 mois ½ et les prévisions d'arrivée dépasseraient 70 000 tonnes. La ministre du commerce, Aminata Assome Diatta, a tenu à rassurer la population et a indiqué travailler avec les principaux acteurs des secteurs concernés pour continuer à assurer la sécurité des approvisionnements et la surveillance des stocks. Elle a ajouté accorder une importance particulière au respect strict des prix et qu'elle signerait prochainement un arrêté fixant les prix des gels hydro-alcooliques.

TOGO

Le Fonds national de la finance inclusive organise un atelier sur le bilan de l'année 2019 et sur ses perspectives en 2020

[Le Fonds national de la finance inclusive \(FNFI\) a organisé le 13 mars 2020](#) à Lomé un atelier bilan 2019 et perspectives 2020. 26 prestataires de services financiers y ont pris part. Plus de 260 M FCFA (400 K EUR) de crédits ont été débloqués depuis le début de l'année. A ce jour, le FNFI compte plus de 1,3 millions de bénéficiaires enregistrés. Pour rappel, [le FNFI est une initiative de la présidence togolaise](#) qui a pour mission d'accorder des microcrédits aux populations rurales leur permettant de développer une activité génératrice de revenus.

Présentation des grandes réformes sur le climat des affaires devant la presse

En conférence de presse le 18 mars à Lomé, la ministre togolaise en charge de la Cellule climat des affaires (CCA) a fait le point des dernières réformes effectuées par le pays. Mise en place depuis septembre 2017 par le président Faure Gnassingbé, la cellule a pour mission d'améliorer le climat des affaires du pays afin de favoriser la création d'entreprises et d'attirer les investisseurs internationaux. Pour rappel, le Togo a gagné quarante places dans [le classement Doing Business 2020](#), publié en octobre 2019 par la Banque mondiale,

par rapport à l'année précédente et apparaît dans la liste des dix économies mondiales les plus réformatrices de ces douze derniers mois pour la deuxième année consécutive. Le pays a fait de la progression de son climat des affaires l'une des priorités de son Plan national de développement (PND) et s'est notamment appuyé sur le soutien technique du Tony Blair Institute for Global Change (TBI). Plusieurs délégations togolaises se sont également rendues au Rwanda pour s'inspirer des bonnes pratiques de Kigali. Le Togo est désormais classé 97^{ème}, en tête des pays de l'Afrique de l'Ouest et au 9^{ème} rang des pays africains. Cette place s'explique notamment par (i) les mesures incitatives que le Togo a mises en place pour faciliter le raccordement à l'électricité (réduction des frais de raccordement de 50% ; échelonnement possible des frais sur six mois) ; (ii) un renforcement du cadre réglementaire (notamment sur les inspections et contrôles technique) de l'obtention des permis de construire et sa publication en libre accès ; (iii) l'allègement du processus de création d'entreprise (enregistrement en moins de 24h sans inscription notariale) ; (iv) l'amélioration significative de l'indice d'obtention de prêt et (v) les programmes en cours pour faciliter le transfert de propriété foncière.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque